

CONDITIONS GENERALES DE LA COMMISSION DE LITIGES VOYAGES

ART 1 : CHAMP D'APPLICATION

Ces conditions générales sont applicables aux contrats d'organisation et d'intermédiaire de voyages, tels que définis par la loi du 16 février 1994 régissant les contrats d'organisation et d'intermédiaire de voyages.

ART 2 : PROMOTION ET OFFRE

1. Les informations contenues dans la brochure de voyages engagent l'organisateur ou l'intermédiaire de voyages, qui a édité ladite brochure, à moins que :
 - Les modifications dans ces informations n'aient été clairement communiquées au voyageur, par écrit et avant la conclusion du contrat;
 - Les modifications n'interviennent ultérieurement, à la suite d'un accord écrit entre les parties au contrat;
2. L'organisateur et / ou intermédiaire de voyages peut se voir contraint de supprimer une offre, temporairement ou définitivement.
3. L'offre mentionnée dans la brochure est valable jusqu'à épuisement.

ART.3 : INFORMATION EMANANT DE L'ORGANISATEUR ET/OU DE L'INTERMEDIAIRE DE VOYAGES

L'organisateur et / ou l'intermédiaire de voyages sont tenus :

1. avant la conclusion du contrat d'organisation ou d'intermédiaire de voyages de communiquer aux voyageurs par écrit :
 - a) Les informations d'ordre général concernant les passeports et visas ainsi que les formalités sanitaires nécessaires pour le voyage et le séjour, pour permettre aux voyageurs de rassembler les documents nécessaires. Les voyageurs non belges ont intérêt à s'informer des formalités à accomplir auprès de leurs instances compétentes;
 - b) Les informations relatives à la souscription et au contenu d'une assurance et/ou assistance.
2. au plus tard 7 jours calendrier avant la date du départ, de fournir aux voyageurs les informations suivantes :
 - a) les horaires, les lieux des escales et correspondances ainsi que, si c'est possible, l'indication de la place à occuper par le voyageur;
 - b) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone et de fax, soit de la représentation locale de l'organisateur et/ou de l'intermédiaire de voyages, soit des organismes locaux susceptibles d'aider le voyageur en cas de problème, soit directement de l'intermédiaire ou l'organisateur de voyages;
 - c) pour les voyages et séjours de mineurs d'âge à l'étranger, les informations permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou avec le responsable sur place de son séjour. Le délai de 7 jours calendrier visé à l'alinéa précédent n'est pas applicable en cas de contrat conclu tardivement.

ART 4 : INFORMATION DE LA PART DU VOYAGEUR

Le voyageur doit fournir à l'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages tous les renseignements utiles qui lui sont demandés expressément. Si le voyageur fournit des renseignements erronés entraînant des coûts supplémentaires pour l'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages, ces coûts peuvent lui être portés en compte.

ART 5 : FORMATION DU CONTRAT

1. Lors de la réservation du voyage, l'organisateur ou l'intermédiaire de voyages est tenu de délivrer au voyageur un bon de commande conformément à la loi.
2. Le contrat d'organisation de voyages prend cours au moment où le voyageur reçoit la confirmation écrite de la réservation délivrée par l'organisateur de voyages qui agit au nom du voyageur.
3. Si le contenu du bon de commande diffère de celui de la confirmation du voyage ou si la confirmation n'a pas lieu au plus tard dans les 21 jours de la signature du bon de commande, le voyageur peut supposer que le voyage n'a pas été réservé et a droit au remboursement immédiat de tous les montants déjà payés.

ART 6 : PRIX DU VOYAGE

1. Le prix convenu dans le contrat est fixe et inclut tous les services obligatoires, sous réserve d'une erreur matérielle évidente.
2. Le prix convenu dans le contrat peut-être revu à la hausse ou à la baisse jusqu'à 21 jours calendrier avant la date de départ prévue, pour autant que cette révision résulte d'une modification :
 - a) des taux de change appliqués au voyage et/ou
 - b) du coût du transport, y compris le coût du carburant et/ou
 - c) des redevances et taxes afférentes à certains services.Si l'augmentation dépasse 10% du prix global, le voyageur peut résilier le contrat sans indemnité. Dans ce cas, le voyageur a droit au remboursement immédiat de toutes les sommes payées à l'organisateur de voyages.
La révision du prix sera appliquée proportionnellement à la partie des prestations soumises à cette révision de prix.
3. Pour le séjour et les autres services à l'étranger, le calcul du prix est basé sur les tarifs et les taux de change du 01/06/16; pour le transport en charter, sur le coût moyen du carburant en juin 2016.

ART 7 : PAIEMENT DE LA SOMME DU VOYAGE

1. Sauf en cas de location ou de convention expresse contraire, le voyageur paie à la signature du bon de commande, (voir conditions spéciales) du prix total du voyage, avec un minimum de (voir conditions spéciales) à titre d'acompte.
2. Sauf convention contraire sur le bon de commande, le voyageur paye le solde au plus tard un mois avant le départ, à condition qu'il ait préalablement reçu ou qu'il reçoive simultanément la confirmation écrite du voyage et/ou les documents de voyage.
3. Si la réservation a lieu moins d'un mois avant la date de départ, la totalité du prix est immédiatement exigible.

ART 8 : CESSIBILITE DE LA RESERVATION

1. Le voyageur peut, avant le début du voyage, céder son voyage à un tiers qui devra remplir toutes les conditions du contrat d'organisation de voyages. Le cédant doit informer l'organisateur de voyages et le cas échéant, l'intermédiaire de voyages, de cette cession, suffisamment longtemps avant le départ.

2. Le voyageur cède son voyage et le cessionnaire sont solidairement responsables du paiement du prix global du voyage et des frais de cession.

ART 9 : AUTRES MODIFICATIONS PAR LE VOYAGEUR

L'organisateur et/ou intermédiaire de voyages peuvent porter en compte au voyageur tous les frais résultant de modifications demandées par celui-ci.

ART 10 : MODIFICATIONS AVANT LE DEPART PAR L'ORGANISATEUR DE VOYAGES

1. Si, avant le départ, un des éléments essentiels du contrat ne peut être exécuté, l'organisateur de voyages doit en avertir le voyageur le plus rapidement possible, et en tout cas avant le départ, l'informer de la possibilité de résilier le contrat sans pénalité, sauf si le voyageur accepte la modification proposée par l'organisateur de voyages.

2. Le voyageur doit informer l'intermédiaire ou l'organisateur de voyages de sa décision dans les meilleurs délais et en tout cas avant le départ.

3. Si le voyageur accepte la modification, il y a lieu d'établir un nouveau contrat ou un avenant au contrat dans lequel figurent les modifications apportées et leur incidence sur le prix.

4. Si le voyageur n'accepte pas la modification, il peut demander l'application de l'article 11.

ART 11 : RESILIATION AVANT LE DEPART PAR L'ORGANISATEUR DE VOYAGES

1. Si l'organisateur résilie le contrat avant le début du voyage en raison de circonstances non imputables au voyageur, celui-ci a le choix entre :

a) Soit l'acceptation d'une autre offre de voyage de qualité équivalente ou supérieure, sans avoir à payer de supplément; si le voyage offert en substitution est de qualité inférieure, l'organisateur de voyages doit rembourser au voyageur la différence de prix dans les meilleurs délais;

b) Soit le remboursement, dans les meilleurs délais, de toutes les sommes versées par lui en vertu du contrat.

2. Le voyageur peut également, le cas échéant, exiger une indemnisation pour la non-exécution du contrat sauf :

a) si l'organisateur de voyages annule le voyage parce que le nombre minimum de voyageurs prévus dans le contrat et nécessaire à l'exécution de celui-ci n'a pas été atteint et si le voyageur en a été informé par écrit dans le délai prévu au contrat et au moins 15 jours calendrier avant la date de départ;

b) si l'annulation est la conséquence d'un cas de force majeure, en ce non compris les sursréservations. Par cas de force majeure, il faut entendre des circonstances anormales et imprévisibles, indépendantes de la volonté de celui qui les invoque et dont les conséquences n'auraient pas pu être évitées malgré toute la diligence employée.

ART 12 : NON-EXECUTION PARTIELLE OU TOTALE DU VOYAGE

1. S'il apparaît au cours du voyage qu'une part importante des services faisant l'objet du contrat ne peut être exécutée, l'organisateur de voyages prend toutes les mesures nécessaires pour offrir au voyageur des substituts appropriés et gratuits en vue de la poursuite du voyage.

2. En cas de différence entre les services prévus et les services réellement prestés, il dédommage le voyageur à concurrence de cette différence.

3. Lorsque de tels arrangements sont impossibles ou que le voyageur n'accepte pas ces substituts pour des raisons valables, l'organisateur de voyages doit lui fournir un moyen de transport équivalent qui le ramène au lieu de départ et est tenu, le cas échéant, de dédommager le voyageur.

ART 13 : RESILIATION PAR LE VOYAGEUR

Le voyageur peut, à tout moment, résilier tout ou une partie du contrat. Si le voyageur résilie le contrat pour une raison qui lui est imputable, il dédommagera l'organisateur de voyages et l'intermédiaire de voyages pour le préjudice subi à la suite de la résiliation. Le dédommagement peut être fixé forfaitairement et s'élever à une fois le prix du voyage au maximum.

ART 14 : RESPONSABILITE DE L'ORGANISATEUR DE VOYAGES

1. L'organisateur de voyages est responsable de la bonne exécution du contrat conformément aux attentes que le voyageur peut raisonnablement avoir sur la base des dispositions du contrat d'organisation de voyages et des obligations découlant de celui-ci, indépendamment du fait que ces obligations doivent être remplies par lui-même ou d'autres prestataires de services, et ce sans préjudice du droit de l'organisateur de voyages de poursuivre les autres prestataires de services en responsabilité.

2. L'organisateur de voyages est responsable des actes et négligences de ses préposés et représentants, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, autant que de ses propres actes et négligences.

3. Si une convention internationale est d'application à une prestation faisant l'objet du contrat de voyage, la responsabilité de l'organisateur de voyages est, le cas échéant, exclue ou limitée conformément à la convention.

4. Pour autant que l'organisateur de voyages n'exécute pas lui-

même les prestations de services prévues dans le contrat, sa responsabilité cumulée pour dommages matériels et la perte de la jouissance du voyage est limitée à concurrence de deux fois le prix du voyage.

5. Pour le reste, les articles 18 et 19 de la loi mentionnée dans l'article 1^{er} sont d'application.

ART 15 : RESPONSABILITE DU VOYAGEUR

Le voyageur répond du préjudice causé à l'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages, à leur personnel ou leurs représentants, par sa faute ou suite à la non-exécution de ses obligations contractuelles. La faute est appréciée par référence au comportement normal d'un voyageur.

ART 16 : REGLEMENT DES PLAINTES

1. Avant le départ :

Les plaintes antérieures à l'exécution du contrat de voyage doivent être introduites au plus vite par lettre recommandée ou contre accusé de réception, auprès de l'intermédiaire et/ou l'organisateur de voyages.

2. Pendant le voyage :

Les plaintes qui surviennent durant l'exécution du contrat doivent être introduites au plus vite sur place, de manière appropriée et pouvant servir de preuve, afin qu'une solution puisse être recherchée.

A cet effet, le voyageur s'adressera -dans l'ordre suivant- à un représentant de l'organisateur de voyages ou à un représentant de l'intermédiaire de voyages, ou directement à l'intermédiaire de voyages, ou finalement, directement à l'organisateur de voyages.

3. Après le voyage :

Les plaintes qu'il est impossible d'introduire sur place ou qui n'ont pas été résolues sur place de façon satisfaisante doivent être introduites au plus tard un mois après la fin du voyage auprès de l'intermédiaire ou, à défaut, auprès de l'organisateur de voyages, soit par lettre recommandée, soit contre accusé de réception.

ART 17 : COMMISSION DE LITIGES VOYAGES

1. Il y a naissance d'un litige lorsqu'une plainte ne peut être résolue à l'amiable ou n'a pas été résolue dans les 4 mois suivant la fin de la ou des prestations, ou suivant la date de départ prévue, si le contrat de voyage n'a jamais été exécuté.

2. Chaque litige né après la conclusion d'un contrat de voyage, comme visé à l'article 1^{er} de ces conditions générales, au sujet de ce contrat et par lequel un voyageur est concerné, est traité exclusivement par la Commission de Litiges Voyages asbl, à l'exception des litiges relatifs aux dommages corporels.

3. La procédure et la décision seront conformes au Règlement des Litiges et aux dispositions du Code judiciaire en matière d'arbitrage (art. 1676 à 1723 compris). La décision lie les parties, sans possibilité d'appel. Une redevance est due pour le traitement d'un litige; elle est fixée par le Règlement des Litiges.

4. L'emploi de ces conditions générales implique l'acceptation de tous les règlements et décisions fixés par la Commission Litiges Voyages asbl en particulier le règlement des Litiges.

CONDITIONS PARTICULIERES CJB

ART 1 : DIRECTION DES GROUPES

Chaque programme repris dans notre brochure est considéré comme un voyage de groupe avec un enseignant et un nombre d'accompagnateurs conforme aux normes d'encadrement en vigueur. Ceux-ci reconnaissent avoir pris connaissance et accepté les présentes conditions générales et particulières.

ART 2 : CONDITIONS D'INSCRIPTION ET DE PAIEMENT

1) L'INSCRIPTION DEVIENT EFFECTIVE ET UN DOSSIER EST OUVERT DES LA RECEPTION : DE LA FACTURE D'ACOMPTE SIGNEE POUR ACCORD ET D'UN ACOMPTE DE 30% DU MONTANT INDIQUE SUR LA FACTURE CJB.

2) LA FACTURE DEFINITIVE EST ETABLIE SUR BASE DE L'EFFECTIF QUI RESSORT DE LA LISTE NOMINATIVE, DRESSEE PAR LE RESPONSABLE DU GROUPE.

3) LE PAIEMENT DU SOLDE DE LA FACTURE EST A EFFECTUER AU PLUS TARD UN MOIS AVANT LE DEPART (CJB – ING BE06 3101 5627 0322 + LE N° DE LA FACTURE). A défaut de paiement dans ce délai, CJB ne pourra plus se porter garant des services définis au moment de l'offre. Si ce paiement ne nous est toujours pas parvenu le jour du départ du voyage, le taux d'intérêt légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales entrera en application.

ART 3 : MODIFICATIONS DEMANDEES PAR L'ECOLE OU LE RESPONSABLE DU GROUPE AVANT LE DEPART

Toute modification demandée par l'école ou le responsable du groupe, même minime, est susceptible d'entraîner une variation du prix de l'offre de départ. Au cas où la modification demandée devait s'avérer impossible, les conditions de l'offre préalables à la demande de modification resteraient d'application.

ART 4 : ANNULATION DEMANDEE PAR L'ECOLE OU LE RESPONSABLE DU GROUPE AVANT LE DEPART

Toute annulation demandée par l'école ou le responsable du groupe, qu'elle concerne l'ensemble du groupe ou un ou plusieurs élèves en particulier, entraîne l'obligation pour l'école ou le responsable du groupe, de payer l'entièreté des frais non remboursables déjà engagés par CJB auprès des divers fournisseurs. Dans tous les cas, l'annulation entraînera la perte de l'entièreté de l'acompte versé.

ART 5 : MODIFICATIONS DURANT LE VOYAGE

Tout voyage interrompu ou toute prestation terrestre non consommée du fait d'un participant pour quelque cause que ce soit ne donne lieu à aucun remboursement. Il en va de même lorsqu'un voyageur ne se présente pas à l'heure et au lieu mentionnés dans les documents de voyage remis au responsable ou encore si, par suite de non présentation des pièces nécessaires à la réalisation du voyage (passeport, visa, autorisation parentale, etc.), il se trouve dans l'impossibilité de prendre le départ à une date indiquée.

ART 6 : RESPONSABILITE

CJB n'agit qu'en qualité d'intermédiaire entre le voyageur et, d'autre part, les transporteurs, les hôteliers et en général, tous les prestataires de services. Il en résulte notamment que l'association ne peut être assimilée à un transporteur ni répondre des accidents ou insuffisances, qui pourraient survenir lors de l'exécution des voyages.